



Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

1) Postes non permanents :

Il est proposé de créer un emploi non permanent conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique. Il s'agit d'un emploi de catégorie A dans la filière administrative (Attaché territorial), au sein de la Direction habitat et parcours résidentiels, afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée suivante :

La Métropole a été retenue comme territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord suite à sa candidature à l'AMI lancé par le Ministère de la cohésion des territoires. Le plan Logement d'abord a pour objectif une baisse significatif du nombre de personnes sans domicile sur les cinq ans. Sous l'autorité hiérarchique du chef de service Gestion Sociale du Logement, le/la chef de projet Logement d'abord contribue principalement à la mise en œuvre des orientations de la Métropole en matière de lutte contre le sans-abrisme. Il ou elle assure la coordination du programme Logement d'abord dont la Métropole est cheffe de file sur son territoire, l'animation du projet stratégique et du partenariat et est garant au plan technique de l'avancement du projet et de son déroulement.

Le contrat prendra fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

L'agent assurera à temps complet les fonctions de Chef de projet Logement d'abord.

L'agent devra justifier d'un niveau d'étude supérieur dans le domaine des politiques publiques en matière d'habitat.

Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

2) Postes permanents :

I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire, de créer au tableau des effectifs le poste mentionné dans l'**annexe 1** ci-jointe ;

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérés dans le paragraphe IV « Confirmations de postes » de la présente délibération.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Les emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes, après avis du Comité Technique du 12 novembre 2020, sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents réajustés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérés dans le paragraphe IV « Confirmations de postes » de la présente délibération.

III- Transformations de postes :

Les emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle nécessitant une suppression / création, après avis du Comité Technique du 12 novembre 2020, sont mentionnées dans l'**annexe 3** ci-jointe.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérés dans le paragraphe IV « Confirmations de postes » de la présente délibération.

IV- Suppressions de postes :

Les emplois permanents supprimés, après avis du Comité Technique du 12 novembre 2020, sont mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe.

V- Confirmations de postes :

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, mises en conformité, transformations et suppressions de postes cités en annexes ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148030-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE 1 Création
- ANNEXE 3 Transformation
- ANNEXE 4 Suppression
- ANNEXE 2 MEC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.